

C'est un livre choc. Sihem Souid, 29 ans, y raconte à visage découvert ses quatre années dans les coulisses de la PAF (Police de l'Air et des Frontières). Racisme ordinaire, homophobie, corruption, abus de pouvoir, déni du droit des étrangers, ce témoignage, accablant, va ébranler le ministère de l'Intérieur

Moi, Sihem, flic et Arabe



Il y a cinq ans, Sihem Souid assiste à l'intervention parfaitement maîtrisée d'un policier venu désarmer le mari violent de sa meilleure amie. Une vocation est née : Sihem sera flic. La jeune femme d'origine tunisienne, cadre dans la sécurité aéroportuaire, abandonne son confortable salaire et passe le concours d'adjoint de sécurité. Elle en sort major de sa promo. Brillante, motivée, issue de l'immigration : Sihem, alors âgée de 24 ans, a tout pour devenir un modèle dans la police du XXI^e siècle.

Elle vit à Orly. Elle choisit d'intégrer la Police de l'Air et des Frontières (PAF). Sihem est accueillie à bras ouverts chez ces fonctionnaires qui soupirent quand un avion de Tunisair se pose sur le tarmac ou qui tuent le temps avec leurs blagues racistes : « *Quelle est la différence entre un Arabe et E.T. ? E.T., lui, a compris qu'il devait rentrer chez lui.* » Sihem supporte. La jeune femme fait carrière. Jusqu'au jour où, elle assiste à un harcèlement homophobe contre une

collègue lesbienne, elle franchit le pas. Prenant son courage à deux mains, elle témoigne à charge devant la police des polices. « *A partir de ce moment, je suis devenue une traître, doublée d'une sale Arabe.* » C'est le début de la descente aux enfers : brimades des officiers, menaces du « patron », tâches ingrates et les fouilles clandestines de son ordinateur. Jusqu'à ces policiers qui mettent en doute sa parole, alors que, victime d'un viol une nuit noire de février 2010, elle vient porter plainte. La fin de toutes ses illusions.

Ce quotidien lourd et visqueux dans les guérites de la PAF, la jeune femme a décidé de le coucher noir sur blanc dans un témoignage accablant pour le pays des droits de l'homme et sa police. « *Je ne prétend pas que tous les policiers sont racistes*, précise-t-elle, à fleur de peau. *Loin de là. Mais je ne peux pas accepter que les dérives ne soient pas sanctionnées.* »

Comme les maltraitances infligées aux immi-

grés clandestins, mais également les astuces plus ou moins légales pour refouler les suspects, les trucages de statistiques et la corruption de certains gradés bénéficiant de séjours et de billets gratuits, s'ils ferment les yeux sur les irrégularités des compagnies aériennes.

Sihem Souid, aujourd'hui en poste à la Préfecture de Paris, prend de gros risques. La police est une famille qui tolère rarement qu'on lave son linge sale sur la place publique. « *J'ai un devoir de réserve, certes. Mais il ne m'empêche pas de dénoncer des délits* », estime-t-elle, sûre de son combat. La policière est déjà sous le coup d'une mise en examen pour violation du secret professionnel, pour avoir ébruité une plainte déposée à la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (Halde). Et son livre risque de déplaire fortement au ministère de l'Intérieur. Qu'importe. « *Mon combat est au-dessus de mon emploi.* » **OLIVIER TOSCAR**



Sihem Souid

EXTRAITS D'« OMERTA DANS LA POLICE »*

« Tiens, voilà encore un avion de nègres »

Donc, je n'ai jamais été victime du racisme, aussi loin que je m'en souviens. Pour la première fois, à Orly, on me fait sentir que je suis différente d'eux. Cela me révolte mais je ne sais pas comment réagir, d'autant que mes supérieurs n'attachent pas la moindre importance aux dérapages de plus en plus fréquents. En toute impunité, on rebaptise les Arabes. On parle de « melons », de « crouilles », de « couscous », de « bicots », de « bougnoules » ou, pour faire plus vite, de « bougnés ». Pour les Noirs africains, le vocabulaire est moins large : ce sont des « nègres » ou des « bamboulas ». Ce sont les mots de tous les jours. Le langage courant de la PAF. On pose sa casquette sur la tête et on dit le plus naturellement du monde : « Je vais contrôler les "bougnés" » ou « Tiens, voilà encore un avion de nègres ».

« Une policière m'a filmée nue »

Antoinette est française. Noire et française. Elle est d'origine congolaise. C'est d'ailleurs de la République démocratique du Congo qu'elle a décollé avec sa petite fille de 4 ans pour un vol

jusqu'à Casablanca, où elle doit prendre un autre avion pour Paris. A chaque retour de vacances, c'est la même chose : elle rapporte un tas de trucs plus ou moins utiles pour elle et pour ses amis. Les souvenirs, ça pèse et ça peut coûter cher en excédent de bagages. Elle fait donc ce qu'il ne faut jamais faire et qu'elle a pourtant déjà fait plusieurs fois. Elle repère une personne seule et peu chargée. Cette fois, c'est un adolescent. Elle lui explique la situation : s'il accepte d'enregistrer l'un de ses bagages, elle n'aura pas de surtaxe à payer mais lui glissera un petit billet à l'arrivée. Le gamin est d'accord. L'avion se pose à Paris. Le gosse est muni de faux papiers. L'adolescent est normalement interpellé. Antoinette aussi : elle est logiquement suspectée d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier d'un ressortissant étranger. Elle ne s'inquiète pas : ses papiers sont en règle et quelques mots d'explication devraient suffire. [...] Les policiers ont donc le devoir de vérifier ses déclarations et de s'assurer qu'Antoinette n'est pas la complice d'un réseau de négriers. Elle est placée en garde à vue. On lui propose de joindre quelqu'un de sa famille pour venir récupérer son enfant. [...] Elle explique aux policiers que son mari, Mathieu, est bien le père de l'enfant et que sa situation est actuellement en cours de régularisation. Il n'a pas encore de

William Beauregard, pour « le Nouvel Observateur »

carte de séjour, mais le dossier est déposé et cela ne saurait tarder. Silence des flics. Mais je sais, moi, qu'ils jubilent, qu'ils se frottent les mains. Si le père n'a pas de carte de séjour, ils l'arrêteront et le colleront dans le premier avion en partance pour Brazzaville. [...] En effet, dès son arrivée à l'aéroport, Mathieu est arrêté, menotté et placé en garde à vue. [...] Les collègues pensent avoir démantelé un réseau de trafic d'êtres humains. Un réseau familial et sans envergure mais un réseau tout de même. Antoinette et Mathieu sont en garde à vue, chacun dans une cellule séparée, rongés par l'inquiétude : il y a la petite. Qu'ont-ils fait de l'enfant ? Est-elle dans un bureau ? Lui a-t-on donné à boire, une couverture et son doudou ? Le 10 septembre 2009, à 0h20, la petite fille, née le 6 mai 2005 à Ivry-sur-Seine, est placée au foyer de l'enfance de Sucy-en-Brie.

Et là tout dégénère. Extraits du procès-verbal n°2009/002851/8 signé par Antoinette : *« J'ai donné les coordonnées de mon mari. Lorsqu'il est arrivé, il a été placé en garde à vue aussi. Les policiers ont été violents avec lui tout comme avec moi. J'ai alors voulu m'étrangler avec mes habits. Pour éviter que je fasse ça, les policiers m'ont pris mes habits. Ce qui m'a choquée, c'est que j'étais complètement nue et que tous les policiers sont venus me voir. Une policière m'a filmée toute nue. »* [...] D'autres policiers continuent l'enquête et la cueillette des suspects... Ce soir-là, le bilan de la police aux frontières s'est enrichi de cinq bâtons. De quoi être fier, vraiment. Personne, jusqu'à aujourd'hui – c'est-à-dire jusqu'à ce que j'écrive ces lignes –, n'a jamais demandé aux policiers d'Orly, ni à leur directeur comment il est possible qu'une femme de nationalité française se retrouve nue dans une cellule, rabaissée, humiliée, déshumanisée au point qu'une policière puisse filmer cette scène honteuse et barbare comme si elle était banale, ordinaire. Habituelle. J'espère qu'on leur réclamera un jour des comptes.

« Arabe » en lettres rouges

Ymed A. ne correspond pas à l'image caricaturale du « bougnoule » dans l'inconscient des bourrins de la PAF. Licencié en psychologie, il a 41 ans, il est marié et père de quatre enfants. Il est l'un des très rares officiers d'origine maghrébine en poste à la police aux frontières d'Orly. En juillet 2008, Ymed a consulté son dossier administratif. Il en a perdu le sourire. Il a découvert que, sur un coin de sa fiche de candidature au concours de lieutenant de police, une main avait écrit à l'encre rouge le mot « Arabe ». Ymed a rendu le dossier et, pour la première fois, s'est dit qu'il ne pouvait plus accepter ça. Il a écrit à Michèle Alliot-Marie, alors ministre de l'Intérieur, qui lui a répondu assez rapidement : *« ... Je vous informe que cette annotation renvoie à l'option choisie en langue étrangère... »*

Cela pourrait être vrai. Mais c'est faux. La mention concernant le choix d'une langue étrangère n'est jamais inscrite en page de garde d'un dossier administratif. Jamais. Le candidat au grade d'officier remplit pour cela un formulaire séparé, comme l'exige le règlement. [...] Aussi longtemps qu'il s'en souviendra,

il a toujours été l'Arabe de service. Tantôt plus, tantôt moins et plutôt plus depuis qu'il sert la PAF d'Orly. Son commandant ne le supporte pas. [...] Le problème, c'est que le commandant note aussi le travail du lieutenant. En 2007, il n'a obtenu qu'un 3 sur 7. Comme l'année précédente, et l'autre encore. Comme l'an prochain, sans doute. D'ailleurs, sa note est d'une constance exemplaire et même sans doute unique dans les annales de la police d'Orly : d'une année sur l'autre, elle ne progresse pas.

Refoulés pour 10 euros

C'est un obstiné Ymed. Un tâcheron. Il suit la procédure à la lettre. C'est un flic tatillon. Scrupuleux. Il bosse et veut qu'on l'oublie. Il voudrait être transparent comme un fantôme. Et quand il se passe quelque chose d'inacceptable, il baisse les yeux pour ne pas voir et sourit de ce sourire triste et doux. Comme cette fois où un médecin marocain et son fils, un gamin âgé de 11 ans, sont refoulés et remis dans l'avion pour Marrakech. Le docteur avait offert ce voyage à son fils comme cadeau d'anniversaire. *« Tu sais quoi ? Tes 11 ans, nous les fêterons sur les Champs-Élysées, puis nous irons à Eurodisney ! »*

Mais les flics de la police qui veille à nos frontières ont refusé l'entrée du territoire au père et à son fils. Ils étaient en règle, mais on leur a demandé de faire demi-tour, et plus vite que ça ! Hop dans l'avion !

Explication : pour éviter le risque migratoire, l'Etat a mis en place une procédure très compliquée que très peu de voyageurs connaissent. Les touristes doivent être munis d'un visa, d'un

certificat d'hébergement établi par la mairie du domicile de « l'hébergeant » ou de la réservation d'hôtel, du billet retour avec une date précise et une somme d'argent de 53,27 euros par jour, multipliée par le nombre de jours sur place indiqué par le visa.

Le médecin et son fils avaient le visa, la réservation d'hôtel et les billets retour. Mais il leur manquait 10 euros. Le père a montré sa carte de crédit, une Visa Gold internationale. *« Si vous m'accompagnez à un distributeur automatique, je pourrais retirer de l'argent. »* Le pauvre. Il n'imagine pas que lui et son fils ne sont rien de plus que deux bâtons pour gonfler les statistiques de la lutte contre l'immigration clandestine. Le médecin et son petit garçon de 11 ans ne le savent pas mais ils sont des individus non admis sur le territoire, des « Inad ». Deux de plus, ce n'est pas grand-chose, mais c'est toujours ça de pris.

C'est un brigadier-major qui a décidé de gâcher la fête d'anniversaire des deux Marocains. Une décision confirmée par son supérieur, le lieutenant Ymed, qui se cherche des excuses pour apaiser sa conscience. Comme tant d'autres flics appartenant aux « minorités visibles », il redoute l'accusation d'aide à l'immigration. Une accusation terrible, un délit pénal qui entraîne la révocation immédiate. *« Qu'est-ce que tu veux, je ne m'appelle pas Jean-Jacques mais Ymed. Ça fait la différence... »* Putain. Et moi je m'appelle Sihem. Sihem, pas Stéphanie ou Marie-Claude, et je ne vois pas la différence.

© Le Cherche Midi

(*) Le Cherche Midi, 270 p. A paraître le 14 octobre.



Marie Dorigny - Signatures

Fonctionnaires de la PAF vérifiant des papiers à l'aéroport d'Orly